ARRÊTÉ N° 4

CONCERNANT LA PERCEPTION DES AMENDES (*).

[30 décembre 1843.]

Abrogé. (Voir la loi xxii^e du code taïtien de 1845)

Vu l'ordonnance du roi du 28 avril 1843;
Attendu la nécessité d'assurer l'administration de la justice dans les îles de la Société;

ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. Les conseils de guerre connaîtront, dans les possessions françaises dans l'Océanie :

1^o Des délits et crimes commis par tous individus, français et étrangers ;

2^o Des délits et crimes commis par les habitants contre la sûreté de la colonie ou contre les personnes et les propriétés des français et des étrangers.

A l'égard des délits et crimes entre les habitants, ils continueront, jusqu'à nouvel ordre, à être jugés par les usages locaux, sauf au Gouverneur à intervenir, quand il le croira convenable, comme modérateur des peines prononcées.

ART. 2. Les peines prononcées par les conseils de guerre seront à l'option du juge, soit celles qui résultent du code métropolitain de 1810, modifié par la loi du 28 avril 1832, soit celles qui seront établies par les arrêtés locaux.

ART. 3. En cas de condamnation par les conseils de guerre à une peine afflictive ou infamante, le Gouverneur ordonnera l'exécution de l'arrêt, ou prononcera le sursis, lorsqu'il y aura lieu de recourir à la clémence royale.

ART. 4. Pour les jugements des procès civils autres que ceux des naturels, qui seront soumis à un juge et à un grand-juge nommés par le Gouverneur, et pris parmi les naturels, il sera créé à Papeete :

1^o Un juge de paix à la nomination du Gouverneur ;

2^o Un tribunal de 1^{re} instance, composé :

Du Commandant particulier, président ;

De deux employés du Gouvernement ;

Et d'un chef du pays (dans les causes mixtes) ;

3^o Un conseil d'appel, composé :

Du Gouverneur, président ;

Du Chef du service de santé ;

Du Chef du service administratif ;

Et (dans les causes mixtes) d'un grand-chef du pays,

Et d'un raatira-fenua.

ART. 5. Le juge de paix et le juge du pays jugeront, chacun en ce qui le concerne, en premier et dernier ressort, jusqu'à la concurrence de la valeur de deux cents francs en principal de la demande, et de deux cents francs d'amende pour toutes les contraventions relatives à la contrebande de guerre, la vente des vins et des spiritueux.

Lorsque la valeur principale de la demande ou les amendes dépasseront les sommes ci-dessus spécifiées, l'appel pourra être porté devant le tribunal de 1^{re} instance.

Le juge de paix s'adjoindra le juge du pays, mais il prononcera seul dans les causes mixtes.

ART. 6. Le tribunal de 1^{re} instance jugera en premier et dernier ressort, jusqu'à la valeur de deux mille francs en principal de la demande, et de quatre mille francs d'amende pour toutes les contraventions relatives à la contrebande de guerre et à la vente des vins et des spiritueux.

ART. 7. Le recours en cassation sera toujours ouvert contre les arrêts du conseil d'appel.

ART. 8. Le juge du pays appliquera les lois taïtiennes, modifiées soit par des arrêtés locaux, soit par les usages du pays.

ART. 9. En matière de crimes et délits commis entre naturels, ou en cas de contestation pour la possession des terres également entre les naturels, on pourra appeler des décisions du juge ordinaire des naturels aux grands-juges du pays, dans les limites fixées par l'Art. 5.

ART. 10. Le juge de paix, les tribunaux de 1^{re} instance et le conseil d'appel appliqueront les lois civiles françaises, modifiées soit par des ordonnances royales, soit par des arrêtés locaux, soit par les usages du pays.

ART. 11. Le Gouverneur enverra en surveillance, dans un lieu qu'il déterminera, ou même renverra de la colonie, toute personne qui tiendra une conduite contraire au bon ordre ou à nos intérêts politiques.

Papeete, le 1^{er} décembre 1844.

Signé : BRUAT.

(*) Nous, Gouverneur des Établissements français dans l'Océanie, Considérant l'incertitude qui a régné